

## LES ACTUALITÉS COMMUNAUTAIRES

### La FEUQ réclame 400 millions \$ pour l'éducation universitaire.

C'est 400 millions \$ que le gouvernement du Québec devra déboursier pour respecter son engagement de verser 10 \$ pour chaque hausse de 1 \$ des frais de scolarité pour les étudiantEs selon la Fédération étudiante universitaire du Québec.

### Les organismes de développement économique communautaire dénoncent le Fonds en fiducie pour le développement communautaire.

Le Réseau canadien de développement économique communautaire, qui représente les organismes œuvrant dans le secteur du développement économique communautaire un peu partout à travers le Canada, a réagi à l'annonce du gouvernement Harper de mettre sur pied un fonds en fiducie pour le développement communautaire. Pour le Réseau, ce fonds d'un milliard de dollars, ne fera pas long feu à moins qu'il ne soit géré localement. Il croit également que les mesures annoncées ne prennent pas en considération l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontées les communautés dont l'économie est basée sur les ressources naturelles.

### L'avortement en clinique devient gratuit : liberté des femmes ou privatisation du système de santé?

Les femmes qui se font avorter dans une clinique spécialisée plutôt qu'à l'hôpital n'ont plus à déboursier les quelques centaines de dollars que nécessite la procédure, a appris La Presse. Cinq mois après le recours collectif remporté par des femmes, Québec se conforme ainsi à la gratuité exigée par les tribunaux.

### De l'argent pour les organismes communautaires d'alphabétisation...

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Michelle Courchesne, a annoncé une augmentation de l'ordre de 1,5 million de dollars des subventions destinées aux organismes d'alphabétisation populaire dans le cadre du programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE). Bien qu'il s'agisse d'une bonne nouvelle en soit, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec estime qu'il reste de gros efforts à faire pour assurer la consolidation et le développement du réseau de l'alphabétisation populaire.



### Réactions au rapport Castonguay : Une levée de boucliers contre la privatisation.

Le groupe de travail présidé par Claude Castonguay a rendu public son rapport intitulé « En avoir pour notre argent ». La Coalition Solidarité santé, dont la CTROC est membre, dénonce ce rapport qui aura pour effet, si les recommandations sont mises en application, de miner le système public de santé et services sociaux. La CTROC rejette aussi le rapport qui, entre autres, ouvre la porte à la privatisation du système, la commercialisation des services sociaux et de santé et assimile les organismes communautaires à des fournisseurs de services pour le solde de l'État. Pour de plus amples informations sur la position de la CTROC, voir le communiqué de presse intitulé *En avoir pour notre argent, mais l'argent de qui ?*

### L'expertise de Katimavik reconnu par l'ONU.

Katimavik a récemment obtenu un statut consultatif spécial auprès du conseil économique et so-

cial de l'ONU, l'ECOSOC, qui relève de la division des politiques sociales et du développement. Plus exactement, l'ECOSOC, composé de 54 États membres, a pour mission de renforcer la coopération internationale en matière de développement, principalement en ce qui a trait aux enjeux de la pauvreté, de l'emploi et de l'intégration sociale. Il s'intéresse surtout aux conséquences de ces enjeux sur les personnes âgées, les personnes handicapées, les familles, les personnes victimes de conflits, les populations autochtones, d'autres groupes marginalisés ou vulnérables ainsi que les jeunes, qui, comme on le sait, représentent le principal champ d'intérêt et d'expérience de Katimavik. Donc, en octroyant le statut consultatif spécial à Katimavik, l'ECOSOC reconnaît les contributions, l'expertise et le leadership international de l'organisation vis-à-vis les enjeux touchant les jeunes en général, et le service national pour la jeunesse en particulier.

### **Le 811 suscite des inquiétudes chez les groupes communautaires.**

La mise en fonction du service téléphonique Info-Social, sur la ligne 8-1-1, inquiète les centres de prévention du suicide. Ceux-ci craignent d'être évacués au profit de répondants qui n'auront pas la formation appropriée et qui référeront les personnes ayant besoin de suivi vers les Centres de Santé et de Services sociaux, déjà aux prises avec des listes d'attente.

### **Des parcomètres pour financer le communautaire.**

Le maire de l'arrondissement Ville-Marie, Benoît Labonté, en partenariat avec le groupe communautaire L'Itinéraire, avait lancé il y a quelque temps le projet Parc-o-don. Ce concept permet, grâce à des parcomètres clairement identifiés à cette fin, de recueillir des dons du public pour les remettre à l'organisme L'Itinéraire, un groupe qui intervient auprès des gens de la rue. Six mois après le lancement du projet, qui se poursuivra jusqu'au 30 avril, 60 Parc-o-don ont été rénovés et

installés dans l'arrondissement de Ville-Marie à Montréal. À l'heure actuelle, les Parc-o-don ont permis de recueillir plus de 10 000 \$ en monnaie.

### **Un budget fédéral décevant pour le communautaire.**

Le dévoilement du budget fédéral a suscité de vives réactions notamment du côté du Réseau solidarité itinérance du Québec qui s'est dit très déçu par un budget qui n'annonce pas la poursuite du financement fédéral en itinérance. L'intervention fédérale en itinérance, qui existe depuis 1999, devrait donc prendre fin le 31 mars 2009, à moins que de nouveaux budgets ne soient annoncés prochainement. Pour sa part, le FRA-PRU est furieux que le budget ne prévoie pas le moindre sou pour le financement de nouveaux

logements sociaux ou même abordables. Par ailleurs, le Collectif pour un Québec sans pauvreté déplore que le gouvernement n'ait pas réinvesti notamment dans le programme de contestation judiciaire, de l'alphabétisation, de l'itinérance et de la défense des droits. Le Collectif déplore qu'il n'y ait eu aucun investissement dans le logement et regrette que le gouvernement n'ait annoncé aucun transfert qui aurait pu aider les provinces à améliorer leurs programmes d'aide sociale ou leurs

services en santé, en éducation, leurs garderies et le transport en commun.

### **Manque de 20 000 places dans les garderies du Québec.**

Les responsables des Centres de la petite enfance du Québec déplorent le manque de places en garderie. Selon les propos de La Presse, il manquerait quelque 20 000 places de garderies à 7\$ par jour.

### **5 millions de chômeurs de plus en 2008 dans le monde.**

Selon le rapport annuel sur les tendances mondiales de l'emploi du Bureau international du travail,



l'année 2008 devrait connaître une hausse de 5 millions du nombre de chômeurs dans le monde. Ces 5 millions de chômeurs s'ajouteront aux 189,9 millions d'autres qu'on avait comptés à la fin de 2007. Plus d'informations sur le site de l'Organisation Mondiale du Travail.

#### **Crise humanitaire au Kenya.**

Quatre des principaux organismes humanitaires du Canada lancent un appel afin de mettre fin à la crise humanitaire qui sévit au Kenya et qui a déjà touché plus de 500 000 personnes. CARE Canada, Oxfam Canada, Oxfam-Québec et Aide à l'enfance – Canada demandent aux Canadiens d'appuyer, au moyen d'un seul mécanisme appelé COALITION HUMANITAIRE, les secours d'urgence déployés dans ce pays d'Afrique de l'Est. Pour faire un don, rendez-vous à [www.lacoalitionhumanitaire.ca](http://www.lacoalitionhumanitaire.ca).

#### **La crise alimentaire s'aggrave en Haïti**

Les Haïtiens seraient moins préoccupés par les temps qui courent par l'insécurité, qui demeure pourtant un problème grave à Port-au-Prince, que par l'augmentation du coût de la vie. Les prix de certains produits de base, comme le riz et les céréales, ont apparemment doublé depuis l'été dernier. Une catastrophe pour un pays où la majorité des quelque sept millions d'habitants doit survivre avec moins de deux dollars par jour.

#### **Augmentation de l'électricité au Québec.**

La Régie de l'énergie vient d'accorder à Hydro-Québec la permission d'augmenter ses tarifs d'électricité de 2,9% dès le 1er avril prochain. La hausse cumulative du coût de la facture d'électricité représente près de 17% depuis 2004. Le coût de la vie, lui, aura subi une hausse d'environ 10,5%. De leur côté, les organismes communautaires dénoncent cette augmentation qui viendra appauvrir les plus vulnérables de notre société.

#### **Nomination d'une nouvelle présidente du Conseil de la famille et de l'enfance.**

La Fédération québécoise des organismes communautaires famille salue la nomination de la nouvelle présidente du Conseil de la famille et de l'enfance, Marie Rhéaume. Madame Rhéaume a activement contribué au développement des organismes communautaires Famille depuis près de 20 ans. D'abord impliquée à la direction d'un groupe de base à partir de 1989, elle a aussi été membre du conseil d'administration de la Fédération des Unions de famille de 1991 à 1996 (qui deviendra la FQOCF en 2002) et présidente de 1993 à 1996. Elle est devenue responsable de la vie associative en 1997 et occupait le poste de directrice générale de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille depuis 2002.

*Sources : Société Radio-Canada; LCN; RDI; Cybersolidaire; Presse toi à gauche; Le Devoir, La Presse; Tour d'y voir; Réseau Vigilance; Coalition solidarité santé; Réseau Échec à la Guerre; TADAMON; L'Aut' Journal; Corus nouvelles.*

## **Dates importantes**

#### **Du 5 au 11 mars : semaine internationale de la femme.**

Du 5 au 11 mars sera soulignée la Semaine internationale de la femme au cours de laquelle sera célébrée le 8 mars la Journée internationale de la femme. Cette année, le thème choisi est : « Des femmes fortes font la force du monde ».

#### **29 mars au 4 avril : semaine des adultes en formation.**

La mobilisation en vue de la 6e édition de semaine québécoise des adultes en formation, qui se tiendra du 29 mars au 4 avril 2008 dans les 17 régions du Québec, est officiellement commencée. En six ans à peine, l'événement est devenu la plus grande manifestation publique pour partager le plaisir, le besoin et

le goût d'apprendre à tout âge. Pour les partenaires associés à l'institut de coopération pour l'éducation des adultes, organisateur de la semaine, l'objectif de susciter la participation de nouveaux milieux en vue d'instaurer une véritable culture de l'apprentissage tout au long de la vie est crucial.

**Du 9 au 15 mars 2008 : Semaine québécoise de la déficience intellectuelle.**

L'Association du Québec pour l'intégration sociale annonce la disponibilité des différents produits à l'effigie de la 20e semaine québécoise de la déficience intellectuelle qui se tiendra du 9 au 15 mars. Épinglettes, signets, napperons, ballons, autocollants, et affiches offertes en deux formats seront distribués aux quatre coins de la province. Des chandails seront aussi bientôt disponibles. Le thème retenu pour la 20e Semaine québécoise de la déficience intellectuelle est : « Je te découvre...tu me ressembles ! ». Pour commander des produits à l'effigie de la 20e semaine québécoise de la déficience intellectuelle, vous pouvez communiquer avec Claude Leclair au 514 725-7245 poste 22. Vous pouvez également visiter le site Internet au [www.deficienceintellectuelle.qc.ca](http://www.deficienceintellectuelle.qc.ca).

**28 janvier 2008 : 20ième anniversaire de la décriminalisation de l'avortement...**

La Fédération du Québec pour le planning des naissances a souligné le 20e anniversaire de la décriminalisation de l'avortement au Canada, survenu à la suite du jugement de la cour suprême dans l'affaire Morgentaler, le 28 janvier 1988.

**Régime retraite du communautaire : inscriptions jusqu'au 15 mars 2008.**

Plus de 250 travailleurs et travailleuses du communautaire ont déjà choisi d'adhérer à ce régime de retraite! L'objectif est de 800 membres. Serez-vous les prochains? Date butoir pour les adhésions : 15 mars 2008. Mise sur pied du régime : 1 juin 2008.



Pour suivre quotidiennement l'actualité communautaire en profondeur, lisez le **Tour d'Y Voir**.  
LE TDV, (819) 375-0484 Courriel: [tdv@tdv.qc.ca](mailto:tdv@tdv.qc.ca)  
Site Internet: [Http://www.tdv.qc.ca](http://www.tdv.qc.ca)

## Formations

**Femmes et politique...**

Le Centre de développement femmes et gouvernance offre une formation destinée aux femmes intéressées à s'engager en politique municipale, provinciale ou fédérale. Cette formation se tiendra du 7 au 11 juin 2008. Les femmes qui souhaitent faire acte de candidature à une prochaine élection sont invitées à soumettre leur dossier à l'École d'été Femmes et Démocratie en commandant un guide d'information et le formulaire à [info@gfpd.ca](mailto:info@gfpd.ca) ou en téléphonant au (418) 658-8810. Il est également possible de télécharger ces documents sur le site Web de l'organisme à l'adresse : [www-femmes-politique-et-democratie.com](http://www-femmes-politique-et-democratie.com). La date limite pour déposer votre dossier est le 14 mars 2008.

**Formation sur l'évaluation de la Politique d'action communautaire du Québec : 17 avril 2008...**

Le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, en collaboration avec le comité de suivi de la recherche sur l'évaluation de la mise en œuvre de la politique organise une rencontre de transfert portant sur les recommandations et les grands enjeux du rapport de l'équipe de Deena White le jeudi 17 avril prochain à l'UQAM.

**La gestion des bénévoles...**

Le Centre d'action bénévole Laviolette vous invite à participer à une journée de formation portant sur la gestion des bénévoles. Lors de cette formation, il sera question de politique de gestion, de filtrage, de recrutement et d'encadrement des ressources bénévoles. Cette formation aura lieu le vendredi 14 mars de 9 h à 16 h au Pavillon Maurice-Pitre. Il est possible de s'inscrire en téléphonant au (819) 378-6050 et en postant un chèque avant le 7 mars au Centre d'action bénévole Laviolette (5786 Notre-Dame Ouest, Trois-Rivières, G9A 5A1).

## Outils d'intervention sociale

**Pour les budgets personnels...**

Le Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie a réalisé un nouvel outil de gestion financière personnelle. « À vos comptes... Prêts? Partez? », est un cahier de budget mensuel qui peut débiter à n'importe quel mois de l'année. Il est possible de se procurer ce cahier en communiquant avec CIBES Mauricie au (819) 378-7888 ou par courriel à acef@infoteck.qc.ca .

**Pour les aidants...**

Devez-vous vous occuper d'un parent malade, ou qui vieillit? Si c'est le cas, le site aidant.ca, mis en ligne par l'Institut universitaire de gériatrie de Montréal pourrait vous être utile : <http://aidant.ca/home.php?page=5>

**Pour les jeunes...**

La Table de concertation en sécurité urbaine de l'arrondissement Plateau-Mont-Royal, coordonnée par le Centre des femmes du Plateau Mont-Royal a procédé au lancement de la *Trousse jeunesse pour prévenir et intervenir*, un outil simple et utile qui permettra d'enrichir le travail de prévention des parents auprès des jeunes. La *trousse jeunesse pour prévenir et intervenir* est un document consultatif touchant les différentes problématiques auxquelles un jeune peut être exposé tout au long de son passage de l'adolescence à la vie adulte. Pour obtenir des exemplaires de ce document, il suffit de contacter le Centre des femmes du Plateau Mont-Royal au (514) 527-2295.

**Pour les certificats de sécurité...**

La Ligue des droits et libertés publie un nouveau fascicule d'information sur les changements apportés à la loi sur l'immigration par le projet de loi C-3, particulièrement en ce qui concerne les certificats de sécurité. Pour en commander la quantité désirée, contactez la Ligue des droits et libertés au 514-849-7717 poste 421 ou [info@liguedesdroits.ca](mailto:info@liguedesdroits.ca).

**Pour une analyse comparée des genres...**

La ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Christine St-Pierre, a rendu public le document d'égalité à égalité ? Un portrait statistique des femmes et des hommes. Cet ouvrage s'inscrit dans la foulée de la nouvelle politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Pour l'économie énergétique et contrer la pauvreté...**

Option consommateurs annonce que le programme Éconologis se poursuivra jusqu'à la fin avril 2008. Ce programme gratuit et saisonnier de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec permet à des milliers

---

de ménages à budget modeste d'économiser de l'énergie et d'améliorer le confort de leur résidence. Pour obtenir plus de renseignements, il est possible de consulter le site Internet de l'Agence de l'efficacité énergétique à l'adresse : [www.aee.gouv.qc.ca](http://www.aee.gouv.qc.ca).

**Un rapport du SACAIS concernant la politique gouvernementale en action communautaire.**

Le SACAIS publie son nouveau bulletin sur la politique gouvernementale sur l'action communautaire. Ce bulletin présente les faits saillants d'un sondage mené auprès des organismes communautaires financés par le gouvernement du Québec qui visait à évaluer leur perception de la mise en œuvre de la politique gouvernementale. Par ailleurs, les résultats du sondage sur la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire présente une synthèse et discussion des résultats du sondage.

## Mobilisations

**Un Québec sans pauvreté : une mobilisation en cours.**

La campagne « Mission collective : Bâtir un Québec sans pauvreté », lancée le 28 novembre dernier par le Collectif pour un Québec sans pauvreté, reçoit un accueil enthousiaste dans le milieu. Rappelons que la pétition met de l'avant trois demandes : l'accès à des services publics universels de qualité; le relèvement du salaire minimum de façon à permettre aux travailleurs et aux travailleuses de sortir de la pauvreté ; la hausse des prestations publiques pour assurer des conditions de santé et de dignité à toute personne qui n'a pas un revenu suffisant. Par cette campagne, les signataires demandent à l'Assemblée nationale, pour mettre en œuvre l'esprit de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de veiller à ce que le gouvernement prenne les mesures nécessaires afin que toutes les citoyennes et tous les citoyens aient accès, sans discrimination, à des services publics universels de qualité. Ils demandent également que le salaire minimum soit fixé à 10,16 \$/heure (2007) et révisé annuellement afin qu'une personne seule travaillant 40 heures/semaine sorte de la pauvreté. Finalement, les signataires demandent que les protections publiques soient ajustées annuellement afin d'assurer à toute personne un revenu au moins égal à la mesure du panier de consommation, soit 13 267 \$/an (2007). À noter que le Collectif pour un Québec sans pauvreté a aussi lancé une trousse d'animation pour aider les personnes qui souhaitent stimuler le débat et organiser des animations pour appuyer la campagne. Pour mettre la main sur la pétition et les outils d'animation, visitez le site du Collectif à l'adresse : <http://www.pauvrete.qc.ca>

**Manifestation du 15 mars : Non à toute prolongation de la guerre en Afghanistan !**

Le 15 mars 2008, des protestations auront lieu partout dans le monde pour exiger la fin de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan. Au Québec, la manifestation aura lieu le samedi, 15 mars 2008 à 13h. Le rassemblement se fera à 12h30 au Carré Dorchester, coin Peel et René-Lévesque à Montréal. Pour plus d'informations, contactez [www.echecalaguerre.org](http://www.echecalaguerre.org).

**Les organismes familles revendiquent un rehaussement financier.**

Les organismes communautaires familles tiennent actuellement une vaste campagne de mobilisation afin d'obtenir un rehaussement de leur financement à la mission. On dénombre actuellement plus de 200 organismes communautaires familles répartis à travers tout le Québec et regroupés au sein de la Fédération québécoise des organismes communautaires familles. Ces organismes, qui représentent notamment des milieux de vie, d'entraide, et de soutien pour les membres des familles, rejoignent quelque 90 000 familles annuellement.

**Les écologistes contre l'autoroute 25.**

Les écologistes opposés au prolongement de la A-25 et de son pont vers Laval sans un examen public complet des impacts environnementaux vont déposer devant la Cour supérieure une demande d'injonction interlocutoire temporaire pour arrêter les travaux en cours en attendant que le tribunal ait statué sur la légalité du décret d'autorisation de ce projet. Mais comme cette démarche n'était pas prévue au budget qu'ils ont difficilement réuni pour contester la légalité du décret, les trois groupes - Équiterre, Greenpeace et le Conseil régional de l'environnement de Montréal - lancent une campagne de soutien financier intitulée «Donnez 25 \$ contre la 25».

**Manifestation pour l'accès à l'aide juridique.**

La coalition pour l'accès à l'aide juridique, qui regroupe une quarantaine d'organismes, vous invite à participer à une manifestation afin de revendiquer un meilleur accès à l'aide juridique. Cette manifestation se déroulera le mardi 11 mars, à 8h15, devant le Palais de justice de Montréal (1 rue Notre-Dame Est).

**Manifestations pour un système de santé et services sociaux gratuit et universel.**


Un forum est organisé au Collège Maisonneuve Rosemont à Montréal, le samedi le 15 mars de 8h30 à 17h00. Il sera suivi, le samedi 12 avril 2008 de 13h00 à 15h00, d'une manifestation débutant par un rassemblement au Parc Jeanne-Mance à Montréal. Ces actions sont organisées en faveur d'un système public de santé et des services sociaux.

**Pétition pour un don de sang sans discrimination.**

Depuis le début des années 1980, au Canada, tout homme ayant eu une relation sexuelle avec un autre homme après 1977 est banni du don de sang. L'Association des gais, lesbiennes et bisexuel(le)s de l'Université de Sherbrooke a créé une pétition afin de demander à Santé Canada, Héma-Québec et la Société canadienne du sang de changer leur politique et de baser l'exclusion sur les comportements sexuels à risque plutôt que sur le sexe du partenaire impliqué. La pétition sera déposée le 14 juin lors de la Journée mondiale du don de sang. Vous êtes invités à signer la pétition et à la retourner pour le 31 mai 2008. Pour plus d'informations, contactez Maxime Boissonneault, président de l'AGLEBUS, au [aglebus@usherbrooke.ca](mailto:aglebus@usherbrooke.ca).

**TROC Centre du Québec-Mauricie en mobilisation.**

La Table régionale des organismes communautaires Centre-du Québec/Mauricie repart en campagne de mobilisation afin d'obtenir un meilleur soutien financier pour les actions des 218 organismes communautaires de ces deux régions. La TROC entend interpeller l'Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec ainsi que le ministre Philippe Couillard. La campagne de mobilisation s'échelonne de février à juin 2008 et comportera une série d'actions dont des conférences de presse, l'appui de personnalités régionales, une grande manifestation à l'Agence, un sondage auprès des organismes communautaires et des capsules vidéo humoristiques mettant en scène les principaux décideurs politiques au gouvernement du Québec. Comme pour la campagne menée en 2007, les organismes demandent un rehaussement du financement à la mission de 1 millions \$.

 <p>La Coalition des Tables Régionales d'Organismes Communautaires</p>	<p><b>138, du Ravin-Bleu</b> <b>Gatineau, Québec J8Z 1X8</b> <b>819-205-1399 Cell: 514-882-9978</b> <b>info@ctroc.org</b> <b>www.ctroc.org</b></p>
---	--

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE****Deux ans que le ministre Couillard ignore les organismes communautaires, c'est assez!**

**Québec, le 21 février 2008** – La Coalition des tables régionales des organismes communautaires (CTROC) sollicite une rencontre d'urgence avec le ministre de la santé et des services sociaux du Québec, M. Philippe Couillard pour contrer la crise financière qui menace la survie de plusieurs centaines d'organismes communautaires du Québec. La CTROC demande cette rencontre depuis deux ans. Or, le Ministre ignore toujours les représentantEs des 2 800 organismes communautaires, des 22 000 travailleurs et travailleuses, des quelque 300 000 bénévoles et des 2 000 000 d'utilisateurs et utilisatrices. Une sortie publique semble désormais la méthode requise pour obtenir ce rendez-vous.

Réunis en congrès dans la ville de Québec depuis mardi, les regroupements régionaux d'organismes communautaires réclament un investissement financier important dès le prochain budget 2008-2009 du gouvernement du Québec et une modification majeure dans la gestion du Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC).

Les problèmes de financement des organismes communautaires autonomes en santé et services sociaux (OCASSS) ne datent pas d'hier. Déjà en 2003, près de 16 % des organismes songeaient à fermer leurs portes par manque de financement de base. Depuis lors, la situation ne cesse de se détériorer pour un nombre important d'entre eux. Pour éviter les fermetures et les bris de services, de nombreux organismes réduisent l'accessibilité et la diversité de leurs activités et sont forcés de maintenir des conditions de travail favorisant un roulement de personnel.

Bien que le financement global des OCASSS ait progressé au cours des dernières années, « *la gestion imposée par le ministre Couillard pour le financement à la mission des organismes communautaires a eu pour impact d'accentuer les écarts et de maintenir un grand nombre d'organismes dans un état de sous-financement chronique* » alerte Linda Déry, membre du conseil d'administration de la CTROC. En effet, les Agences de la santé et des services sociaux n'ont pas les marges de manœuvre financières pour assurer un financement minimal de l'ensemble des organismes communautaires de leur région, tout en honorant les priorités ministérielles. La mise à l'horaire immédiate d'une rencontre avec la CTROC, par le ministre Couillard, démontrerait qu'il est disposé à trouver des solutions durables au problème du sous-financement.

Victimes de cette gestion inique, 90% des organismes communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue n'ont eu accès à aucun budget de consolidation en 2007-2008 alors que seulement 17 des 127 organismes ont reçu un nouvel appui financier. Autre exemple concret de l'impact de la gestion du Ministre Couillard: le Groupe de recherche et d'intervention sociale (GRIS- Québec), membre du Regroupement des organismes communautaires de la région de Québec (ROC-03), est aux prises avec une crise financière majeure. Cet organisme est l'un des seuls de la région œuvrant avec les personnes vivant la diversité sexuelle et se retrouve toujours hors des priorités ministérielles.

Linda Déry, administratrice de la CTROC, rappelle que « *quelque 3000 organismes communautaires en santé et services sociaux œuvrent auprès de milliers de personnes au Québec. Chaque jour, ils les encouragent, les aident, les soutiennent dans la défense de leurs droits, les accompagnent, les réconfortent, les dépannent, les écoutent et, pour certains d'entre eux, les hébergent. Le ministre Couillard doit accorder un soutien équitable à tous les organis-*

*mes pour qu'ils puissent continuer à jouer leur rôle pour la population du Québec. »*

La Coalition des tables régionales d'organismes communautaires regroupe 16 Tables régionales d'organismes communautaires en santé et services sociaux provenant de toutes les régions du Québec. Elle est un lieu d'analyse et d'action sociale et politique qui permet de promouvoir les intérêts des organismes communautaires en santé et services sociaux, tous secteurs d'intervention confondus, et ceux des populations auprès desquelles ils interviennent.

- 30 -

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

**« En avoir pour notre argent, mais l'argent de qui ? ».**

**Québec, le 19 février 2008** – La *Coalition des tables régionales d'organismes communautaires* (CTROC) œuvrant en santé et services sociaux et qui regroupe plus de 2 800 organismes impliqués dans ce secteur au Québec réagit fortement aux recommandations du rapport Castonguay. « *Les citoyens et citoyennes que nous côtoyons au quotidien seront les exclus du système proposé par le rapport Castonguay* » affirme M. Patrick Pilotte, porte parole de la CTROC.

La Coalition revendique l'arrêt de la privatisation, de l'intrusion du secteur privé et de la marchandisation des services offerts par le réseau public. Le décloisonnement de la pratique médicale proposée par le rapport Castonguay, entre la pratique privée et publique des médecins est inacceptable. Il entraînera la perte de ressources humaines, accentuant du même coup les problèmes déjà présents, risquant ainsi de brimer les droits des citoyennes et citoyens à recevoir des soins de qualité. Ce décloisonnement vise l'enrichissement d'une minorité d'entrepreneurs privés et non le sauvetage de notre système public.

L'imposition d'une franchise ou d'une cotisation pour fréquenter des cliniques de santé est également inacceptable. Elle ouvre la porte aux inégalités entre les citoyens et les citoyennes du Québec. Notre système doit s'appuyer sur des valeurs et des principes fondés sur le bien commun et ne pas oublier que mauvaise santé et espérance de vie diminuée riment trop souvent avec pauvreté.

Ouvrir la porte aux assurances privées tout azimut inquiète profondément le milieu communautaire. Les gens s'endetteront davantage pour avoir accès aux assurances alors qu'ils contribuent déjà largement par leurs impôts. On ouvre ici la porte au fait que rapidement, ce sont les compagnies d'assurances qui détermineront les soins auxquels leurs assurés auront droit et qui empocheront des profits énormes sur le dos des québécoises et des québécois.

La Coalition revendique une approche proactive par l'injection de fonds publics supplémentaires dans le réseau de la santé et des services sociaux, plus particulièrement dans les budgets octroyés à la prévention et à la promotion de la santé. La vision du communautaire dans le rapport Castonguay où nous sommes considérés uniquement comme des distributeurs de services ne correspond aucunement aux actions quotidiennes des 2800 organismes communautaires autonomes que la CTROC représente. La CTROC sera attentive aux gestes que le Ministre Couillard posera suite au dépôt de ce rapport.

- 30 -

Source : Patrick C. Pilotte, coordonnateur de la Coalition des TROC, Tel. : 819-205-1399

*\* Merci à madame Lise Boucher pour son implication bénévole dans les corrections d'épreuves.*